

Un texte, et ce qu'on lui fait dire

TAXES Après le soulagement, l'annonce d'un abaissement des taxes douanières américaines de 39% à 15% fait place à de nombreuses interrogations et à des lectures différentes du résultat. A commencer par leur présentation entre Berne et Washington

FRÉDÉRIC KOLLER
ET GREGOIRE BARBEY

En conférence de presse, vendredi, Guy Parmelin a évoqué un «résultat positif» et même une situation *win-win* avec l'annonce d'un abaissement de 39% à 15% des droits de douane additionnels américains appliqués aux importations en provenance de Suisse. Les produits américains restent pour leur part exemptés de taxe en Suisse? Fallait-il remercier Donald Trump pour ce résultat? C'est la *realpolitik* justifiait le ministre de l'Economie en disant «penser à nos entreprises». Dans la foulée, la Confédération et la Maison-Blanche publiaient en anglais une «déclaration commune» en vue d'un accord-cadre sur «des échanges commerciaux équitables, équilibrés et réciproques». La dernière phrase précise que «ce document ne constitue pas un instrument juridiquement contraignant créant ou affectant des droits ou obligations en vertu du droit international».

1 Une déclaration, deux communications

Cette ambiguïté se reflète dans la communication qu'en font Berne et Washington. Côté suisse, on insiste d'emblée sur le fait qu'il s'agit d'une «déclaration d'intention juridiquement non contraignante». C'est sur cette base que les droits de douane passent à 15%, mais on comprend que s'il y a des engagements, le contenu des cinq pages du document reste entièrement à négocier. Dans la communication de la Maison-Blanche, cette intention est d'ores et déjà présentée comme un «accord» pour un «deal commercial historique». Il n'est pas question de *win-win*, mais d'un Donald Trump qui fait «avancer les intérêts des Américains» avec la «suppression des barrières tarifaires et non tarifaires» et la promesse de milliards d'investissements. C'est à sens unique.

2 Ce que ne dit pas la déclaration

La déclaration jointe en cinq points paraît à la fois détaillée sur les secteurs concernés et vague dans ses termes. Il s'agit d'une liste d'intentions dans laquelle seuls trois chiffres sont articulés. Les 15% de taxes douanières, les 200 milliards de dollars d'investissements suisses aux Etats-Unis d'ici à fin 2028 –



Guy Parmelin, juste avant sa conférence de presse consacrée aux taxes douanières. (BERNE, 14 NOVEMBRE 2025/ALESSANDRO DELLA VALLE/KEYSTONE)

dont un tiers en 2026 – et les 300 millions d'investissement du Liechtenstein. Le communiqué d'une page de la Confédération, bien que le plus succinct, est plus spécifique avec l'évocation de contingents pour des produits américains: 500 tonnes de viande de bœuf, 1000 tonnes de viande de bison et 1500 tonnes de volaille. Le communiqué de Washington va aussi dans le détail en parlant d'exemption de taxes pour «noix, poisson, fruits de mer, certains fruits, des produits chimiques et des alcools tels que le whiskey et le rhum». La partie américaine livre surtout une liste d'entreprises suisses qui se sont déjà engagées dans le cadre de cet accord à investir «des milliards»: Roche, Novartis, ABB et Stadler. Les secteurs d'investissement aux Etats-Unis sont par ailleurs listés: les pharmaceutiques, les appareils médicaux, l'aérospatial, la construction, la raffinerie d'or et l'infrastructure énergétique.

3 Il est bien question de sanctions

En conférence de presse, Guy Parmelin a insisté sur le fait que, contrairement à ce qu'avaient pu affirmer les médias, il n'était pas question de reprise des sanctions américaines. Cet accord «ne touche ni notre neutralité, ni notre souveraineté, nous restons autonomes», a-t-il ajouté. Ce n'est pas tout à fait exact, puisque la lettre b du point 5 de la déclaration commune stipule que «les participants reconnaissent que l'application effective des sanctions économiques et commerciales sert les intérêts communs des participants». On sait que, dans l'esprit de Donald Trump, il ne s'agit pas des sanctions qui frappent la Russie mais de celles qui frappent la Chine. Si l'on en doutait, le document évoque aussi la nécessité de «traiter du travail forcé», une accusation utilisée par Washington pour boycotter et sanctionner les producteurs de la région chinoise du Xinjiang.

4 Egalité de traitement avec l'UE?

Avec 15% de taxes douanières américaines, la Suisse revient au même traitement qui a été réservé à l'Union européenne. C'est d'ailleurs le principal argument du Conseil fédéral pour considérer ce résultat comme une «amélioration» quand bien même la Suisse se retrouve bien plus taxée qu'avant l'arrivée de Donald Trump. «Cela nous place sur pied d'égalité avec l'UE», a déclaré Guy Parmelin. C'est précisément cela qui est jugé «positif». La Suisse n'est plus discriminée par rapport à ses voisins, il n'y a plus de distorsion de concurrence sur le marché américain. Peut-on pour autant parler d'égalité de traitement? Le vocabulaire de la déclaration commune de l'UE et des Etats-Unis en vue d'un accord-cadre pour «un commerce équitable et équilibré», publiée le 21 août dernier, est sensiblement différent. S'il est question d'intentions, il

est aussi question de «négociation», de «partage», d'«engagement» et de «reconnaissance» qui vont dans les deux sens. Les 27 pays de l'UE ont évoqué des investissements à hauteur de

**Cet accord
«ne touche ni
notre neutralité,
ni notre
souveraineté,
nous restons
autonomes»**

GUY PARMELIN

posées à la Suisse. Selon le calcul de la RTS, les investissements suisses annoncés s'élèvent à 18% du PIB contre 7% pour l'UE et 13% pour le Japon. Ces calculs ne prennent pas en compte les achats militaires, évoqués dans le document de l'UE mais pas dans le document suisse, même si le Conseil fédéral a déjà déclaré qu'il s'agissait de l'un des paramètres de discussion.

5 Qu'en est-il des taxes sur le numérique?

L'accord conclu entre la Suisse, le Liechtenstein et les Etats-Unis prévoit, selon la communication de la Maison-Blanche, un engagement à respecter «un ensemble solide de principes en matière de commerce numérique, notamment en s'abstenant d'imposer des taxes préjudiciables sur les services numériques». A noter que le Conseil fédéral avait, selon la NZZ, déjà renoncé à adopter de telles mesures en août et a confirmé dans sa déclaration conjointe avec le Liechtenstein cette position. L'Union européenne et les Etats-Unis se sont eux aussi entendus sur un engagement pour «lutter contre les obstacles injustifiés au commerce numérique», sans toutefois mentionner explicitement les taxes sur les services numériques.

6 Une déclaration qui fait le jeu eurosceptique?

En revenant au niveau de celles de l'UE, les taxes punitives des Etats-Unis envers la Suisse font elles le jeu des opposants au paquet d'accords avec l'UE? Ceux-ci peuvent finalement déclarer que l'UE ne protège pas davantage ses membres que les pays non membres. Les pro-européens perdent un argument mis en avant depuis le 1er août, y compris par le conseiller fédéral Ignazio Cassis. Cela reste à voir. Le débat au parlement – et un possible référendum – sur cet accord-cadre avec Washington fera apparaître les lignes de front. Guy Parmelin a évoqué à ce propos une «pesée des intérêts, comme pour les accords avec l'UE». Les anti-européens pourront faire valoir que l'accord avec Washington représente un simple accord commercial sans tribunal arbitral impliquant une cour de justice étrangère. A l'inverse, les pro-européens pourront souligner que si l'accord avec Bruxelles est négocié sur pied d'égalité, celui avec Washington est imposé par la contrainte et sans reciprocité.

Schweizer sparen mehr als früher

Der Durchschnittshaushalt kommt besser über die Runden, als man meinen könnte

FABIAN SCHÄFER, BERN

Es ist eine der ewigen Fragen, an denen sich die Politik messen muss: Wie viel Geld bleibt den Menschen zum Leben? Um verlässliche Antworten zu liefern, erheben die Statistiker kontinuierlich die Einnahmen und Ausgaben der Haushalte in der Schweiz. Am Montag hat das Bundesamt für Statistik (Bfs) die jüngsten Ergebnisse für das Jahr 2023 publiziert.

Eine der Schlüsselgrössen – das verfügbare Einkommen – hat sich gegenüber dem Vorjahr kaum verändert: Der Durchschnittshaushalt, der zwei Personen umfasst, hat nach Abzug der obligatorischen Abgaben wie Steuern und Lohnbeiträge noch knapp 7200 Franken pro Monat für Konsumausgaben zur Verfügung. Das sind 300 Franken mehr als im Vorjahr. Aussagekräftiger ist jedoch der Vergleich in Prozent des Bruttoeinkommens. Gemessen daran entspricht das verfügbare Einkommen im Jahr 2023 knapp 70 Prozent, genau gleich viel wie im Vorjahr.

Interessanter sind die Veränderungen über einen längeren Zeithorizont. Das Bfs liefert Daten zurück bis ins Jahr 2006. Damals war das verfügbare Einkommen mit 6100 Franken in absoluten Zahlen zwar deutlich geringer als heute. In Prozent aber sah es seinerzeit etwas besser aus: Ende Monat blieben gut 71 Prozent des Bruttoeinkommens übrig. Hätte dieser Anteil nicht abge-

nommen, wäre das verfügbare Einkommen 2023 rund 200 Franken im Monat höher gewesen.

Sinkende Ausgaben für Konsum

Die Gründe sind klar: Seit 2006 haben sämtliche obligatorischen Ausgaben zugenommen, die Beiträge an die Sozialversicherungen ebenso wie die Krankenkassenprämien und die Steuern. Die Erhöhung beträgt gut 700 Franken im Monat. Prozentual sind zwar die Prämien am stärksten gestiegen, in Franken aber fällt die Mehrbelastung bei den Abgaben an die Sozialversicherungen grösser aus.

Doch es gibt noch eine gute Nachricht: Der Durchschnittshaushalt kann heute mehr Geld zur Seite legen als früher. Darauf lässt der monatliche «Sparbetrag» schliessen, den die Statistiker ebenfalls ausweisen. Er zeigt, was vom verfügbaren Einkommen übrig bleibt, wenn man davon die Ausgaben für Konsum, freiwillige Versicherungen und Spenden abzieht. 2006 konnten die Schweizer Haushalte durchschnittlich 840 Franken sparen, 2023 waren es 1740 Franken. Das bedeutet auch gemessen am Bruttoeinkommen eine beträchtliche Verbesserung von 10 auf 17 Prozent.

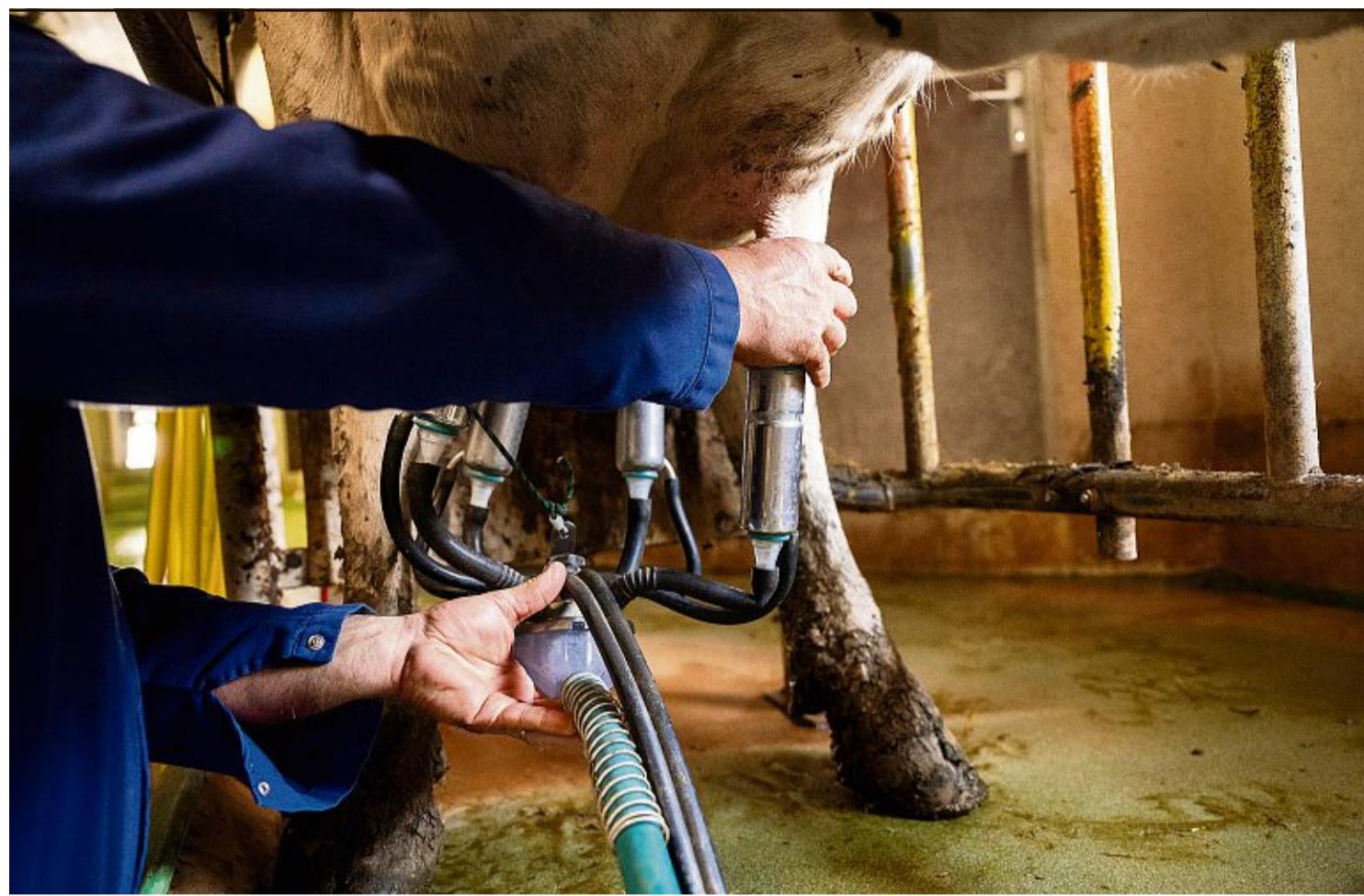
So erstaunlich es klingen mag: Die Konsumausgaben des Schweizer Durchschnittshaushalts haben in der fraglichen Zeit nicht nur in Prozent abgenommen, sondern auch in absoluten Beträgen. 2023 betragen sie 5050 Franken, sieb-

zehn Jahre früher waren es 5140 Franken. Der grösste Kostenblock betrifft unverändert die Ausgaben für Wohnen und Energie, die zurzeit politisch viel zu reden geben. Vor allem die steigenden Mietzinse sorgen für Unruhe.

Mieten sind teurer geworden

Tatsächlich sind in den Zahlen des Jahres 2023 erste Spuren davon zu erkennen: Die Ausgaben für Wohnen und Mieten haben gegenüber dem Vorjahr ungewöhnlich stark zugenommen und werden voraussichtlich weiter steigen. Trotzdem deuten die Zahlen bis anhin kaum auf eine dramatische Lage hin: 2006 mussten die Haushalte 16 Prozent des Bruttoeinkommens für Wohnen und Energie aufwenden, im Jahr 2023 waren es «nur» 14 Prozent.

Alle diese Zahlen gelten für den Durchschnittshaushalt. Sie verschleieren naturgemäss die grossen Unterschiede nach Faktoren wie Alter, Lohnniveau oder Wohnort. Für das Jahr 2023 liegen noch keine differenzierten Daten vor, doch frühere Zahlen verdeutlichen die Dimensionen. Möglich ist ein Vergleich der Jahre 2006 bis 2008 mit den Jahren 2020 und 2021. Unterscheidet man nach Einkommenshöhe, sind die verfügbaren Mittel der «untersten» 20 Prozent in dieser Zeit gesunken (von 2330 auf 2160 Franken), während sie bei Gruppen mit höheren Verdiensten praktisch flächendeckend zugenommen haben.



Actuellement, Migros verse 79 centimes par litre de lait aux producteurs, alors qu'il en faudrait 98 pour couvrir les coûts. Marie-Lou Dumaithioz

Migros est sous pression pour proposer du lait équitable

Lancement d'un appel public Du PS à l'UDC en passant par la FRC, une alliance veut faire plier le géant orange. Son but: que les agriculteurs puissent vivre de leur production.

Florent Quiquerez

On parle de dumping – pour évoyer le prix du lait – d'extinction de masse – pour décrire la disparition des fermes – et de cynisme – pour qualifier l'attitude de Migros. Ce lundi à Berne, l'Association de soutien au lait équitable (ASLE) a utilisé des mots qui claquent pour lancer un appel aux consommateurs. Son but: faire pression sur le géant orange pour qu'il propose dans son assortiment un lait qui permet aux paysans de couvrir leurs coûts de production.

Pour défendre ce projet, deux conseillers nationaux, Benoît Gaillard (PS/VD), par ailleurs président de l'ASLE, et Jacques Nicolet (UDC/VD), agriculteur. À leurs côtés, on trouve aussi Laurianne Altwegg, responsable environnement, agriculture et énergie à la Fédération romande des consommateurs (FRC). Et avant d'entrer dans le détail de leurs revendications, il faut rappeler le contexte dans lequel elles s'inscrivent. Accrochez-vous, ce n'est pas tout simple.

Le prix du lait: un casse-tête

Toute personne qui côtoie de près ou de loin le monde agricole sait que le prix du lait est un sujet de préoccupation permanent, mais aussi un casse-tête économique. Pour faire simple, disons que depuis la libéralisation du marché dans les années 90, les crises s'enchaînent. Si le lait destiné à la fabrication de fromage est mieux rémunéré que le lait industriel, la tendance est la même: la baisse des prix.

C'est vite vu, alors qu'en 2016, Agridea (centre de conseil indépendant pour l'agriculture) estimait que le prix du lait devait être de 98 centimes par kilo pour couvrir les prix de production, les producteurs de lait ont touché en moyenne 67 centimes l'an

dernier. Conséquence: en vingt ans, la moitié des fermes ont dû fermer leurs portes.

En payant le kilo de lait à hauteur de 79 centimes, Migros fait mieux, mais se situe toujours en dessous du seuil de rentabilité. Et si le groupe est pointé du doigt par l'association, c'est pour deux raisons. D'une part, Migros est l'acteur N° 1 du marché, celui qui, selon l'ASLE, doit montrer la voie. D'autre part, Migros a déjà tenté l'aventure du lait équitable en 2021 en vendant du lait «Faireswiss». Avant de le retirer après 12 mois.

«Migros exerce une pression énorme sur l'industrie laitière, réagit Benoît Gaillard. Or, comme tout le monde en Suisse, les agriculteurs ne veulent qu'une chose: pouvoir vivre de leur travail. Cela passe par des prix équitables.» Et de rappeler que 370'000 litres de lait équitable avaient été vendus par Migros en un an.

Revenant sur la disparition des fermes, Jacques Nicolet prévient: «Si cela continue, nous ne pourrons plus approvisionner la population en lait suisse. Or, il en va de notre sécurité alimentaire.» Sa crainte: que la Suisse soit dépendante des importations.

Du côté de la FRC, Laurianne Altwegg soutient cet appel à réintroduire le lait équitable. «Si les consommateurs savent que l'argent profite réellement aux producteurs et aux travailleurs agricoles, ils sont tout à fait prêts à payer un peu plus cher.»

Migros ne changera rien

Interpellé ce lundi, Migros rejette fermement les accusations selon lesquelles le groupe refuse de payer un prix correct aux producteurs de lait. «Le groupe Elsa, transformateur de lait pour Migros, s'engage à payer des prix du lait supérieurs à la moyenne. Actuellement, le prix du lait payé

par le groupe Elsa figure parmi les plus élevés en Suisse.»

Et le porte-parole de Migros d'ajouter qu'Elsa suit toujours les évolutions du prix de référence. «Il est également essentiel pour nous de garantir des prix compétitifs à toutes nos productrices et tous nos producteurs, et pas uniquement à celles et ceux dont le lait est utilisé pour des produits spécifiques, comme le «lait équitable.»

«Migros nous explique qu'elle réalise ses marges sur le dos des contribuables, dont les impôts servent à financer les paiements directs.»

Benoît Gaillard
Conseiller national (PS/VD)

par exemple. «Il existe en Suisse un consensus sociopolitique sur le fait que des pans importants de l'agriculture sont protégés par des droits de douane et que les agriculteurs sont en outre indemnisés financièrement par la Confédération pour leurs prestations d'intérêt général à hauteur d'environ 2,8 milliards de francs par an.»

Un point qui a fait bondir Benoît Gaillard. «En clair, Migros nous explique qu'elle réalise ses marges sur le dos des contribuables, dont les impôts servent à financer les paiements directs.»

Une interprétation que réfute Migros, qui estime avoir été mal comprise. Le but de sa réflexion était de dire qu'on ne peut pas comparer la réalité des producteurs qui travaillent sans système juridique ou protection sociale à celle des paysans suisses. «En tant que transformateurs et détaillants, nous nous efforçons de payer aux producteurs suisses des prix corrects pour leurs produits», insiste Migros.

Un Röstigraben du lait?

Quel que soit le sens dans lequel ira cet appel, il est un élément qui interpelle: les quatre intervenants présents ce lundi à Berne étaient tous francophones. Ce n'est pas une surprise. Quand il est question d'agriculture, le Röstigraben n'est jamais très loin, entre des Romands qui accordent une grande importance à la préservation des terroirs et des Alémaniques qui sont davantage tournés vers les meilleurs prix pour le client.

«Notre pendant alémanique va diffuser l'appel», rassure Laurianne Altwegg. «Des élus alémaniques UDC nous soutiennent aussi, ajoute Benoît Gaillard. Mais c'est vrai qu'il y a une sensibilité différente. Dans mon camp politique, il y a un travail de conviction à faire. Je m'y attelle.»

Des «Nanous» appelées à la rescoufle face à la pénurie de personnel en crèche

Recrutement La Ville engage des intérimaires alors que la municipalisation des structures de la petite enfance est en cours. La conseillère administrative Christina Kitsos s'explique.

Lorraine Fasler Textes

Face à une pénurie de personnel qui s'installe, la Ville de Genève a franchi un cap inédit: pour la première fois, elle a attribué un marché public pour recruter du personnel temporaire dans les crèches, municipalisées comme subventionnées.

Un mandat de 5,5 millions de francs sur quatre ans a été soumis au marché public et réparti en trois lots distincts. Nanou Solutions, une agence créée en 2013 et spécialisée dans les services aux garderies, a été retenue pour assurer les remplacements urgents de courte durée, tant pour les éducatrices et éducateurs de l'enfance que pour les aides socio-éducatifs.

L'entreprise a également décroché, avec Proman, le deuxième lot portant sur la mise à disposition de personnel pour des besoins non urgents. Un troisième volet, destiné au recrutement de personnel de cuisine, doit, lui, encore être attribué.

Un phénomène persistant

Dans les faits, la mesure vient surtout formaliser et centraliser un recours à Nanou Solutions déjà fréquent depuis 2021, qu'il s'agisse de dépannages ponctuels, de congés maladie ou de remplacements liés à un congé maternité.

En 2024, près de 47 équivalents temps plein ont été engagés par le biais de cette entreprise, «soit moins de 20% des remplacements totaux», précise Christina Kitsos, magistrat chargée de la Cohésion sociale, tout en admettant que «la Ville préférerait éviter le recours à un tiers».

La conseillère administrative justifie cette démarche par une pénurie de personnel éducatif toujours plus marquée. Vendredi, sur les treize annonces d'emploi publiées par la Municipalité, sept concernaient le Service de la petite enfance. Les crèches peinent à recruter, en particulier pour les remplacements de courte durée ou les contrats à durée déterminée. La Ville assure que cette externalisation n'est pas une stratégie, mais une solution pragmatique pour respecter les taux d'encadrement exigés, notamment lors de pics d'absences. Les pools internes ne suffisent pas à couvrir l'ensemble des besoins.

Dans le domaine subventionné, le taux d'absentéisme atteint environ 11%, contre près de 8% dans les structures municipalisées.

Quid du salaire?

Côté salaire, les «Nanous» se voient proposer le même salaire que celui pratiqué dans les structures subventionnées par la Ville de Genève, soit entre 6248 et 9120 francs mensuels pour 39 h de travail hebdomadaires et 225 jours d'activité sur l'année. Ce barème reste toutefois environ 10% inférieur à celui des crèches municipalisées, qui regroupent six structures, contre 88 subventionnées.

Cette externalisation ne va-t-elle pas à contre-courant du



Les structures peinent à engager, en particulier pour les remplacements de courte durée ou les contrats à durée déterminée. DR

«Les éducateurs et éducatrices pourraient trouver sans problème un contrat à durée indéterminée. Si elles/ils passent par Nanou, c'est vraisemblablement pour gagner en flexibilité.»

Christina Kitsos
Conseillère administrative chargée de la Cohésion sociale

projet de municipalisation, qui vise aussi à lutter contre la précarité des éducateurs et éducatrices, et à leur offrir de meilleures conditions de travail? «Pour mémoire, la Ville a transformé il y a quelques années tous les contrats du personnel remplaçant en contrats fixes, répond Christina Kitsos. Étant donné la pénurie, les éducateurs et éducatrices pourraient trouver sans problème un contrat à durée indéterminée. Si elles/ils passent par Nanou, c'est vraisemblablement pour gagner en flexibilité.»

Pour les six structures municipalisées, du personnel est recherché en permanence, en contrat à durée déterminée (CDD) et indéterminée. Encore faut-il correspondre aux profils recherchés.

À titre d'exemple, la Ville cite un poste (dont l'annonce est permanente) d'éducatrice ou éducateur à 50-100% en CDD. La Municipalité a reçu pas moins de 537 dossiers en 2025, dont seuls quatorze correspondaient aux exigences du Service d'autorisation et de surveillance de l'accueil de jour (SASAJ) et de la Ville.

«La charrue avant les bœufs»

Face à une pénurie de personnel qualifié qui ne cesse de s'aggraver, la conseillère municipale socialiste et adjointe de direction de crèche, Amanda Ojalvo, estime que le recours à une agence privée n'est «qu'un pansement sur une jambe de bois et qu'il ne règle pas la précarisation d'un métier majoritairement féminin et extrêmement exigeant. Sans

compter que pour les équipes en place, comme pour les enfants et leurs familles, c'est la loterie, et la continuité pédagogique en pâtit forcément.»

«La Ville met la charrue avant les bœufs: elle ouvre des places à tout prix, alors que le personnel manque déjà!» réagit la PLR Patricia Richard. «Nous ne sommes pas opposés au privé, ajoute-t-elle, mais d'autres solutions, comme les bons de garde, ont été balayées sans discussion: cela révèle une gestion qui avance à l'aveugle.»

Point commun entre les deux élues: aucune n'avait été informée de l'appel d'offres attribué à ces entreprises privées. Une décision qui n'a, semble-t-il, jamais été portée à la connaissance de la Commission de la petite enfance.

«Nous avons aujourd'hui 630 collaborateurs actifs»

Trois questions à Nathalie Caracas, fondatrice et directrice de Nanou Solutions.

Selon vous, pourquoi certaines éducatrices préfèrent-elles travailler en temporaire, par le biais de votre entreprise, plutôt que d'être employées directement, en l'occurrence, par la Ville de Genève?

Il s'agit de choix personnels, mais pour beaucoup, j'imagine que c'est surtout lié à l'organisation de leur temps de travail. Les remplacements offrent une plus grande flexibilité.

Nathalie Caracas
Fondatrice et directrice de Nanou Solutions

Comment votre entreprise, Nanou Solutions, a-t-elle évolué ces dernières années?

Nous avons une croissance soutenue depuis la pandémie Covid. Nous comptons aujourd'hui 630 collaborateurs actifs dans toute la Suisse romande, dont 372 disponibles pour la région de Genève. Depuis l'année dernière, nous avons participé à

trois appels d'offres avec le secteur public et les avons tous remportés.

Vos collaboratrices peuvent-elles intervenir dans plusieurs régions, ou sont-elles assignées à un canton spécifique?

Notre personnel est libre de travailler dans plusieurs cantons. Nous prêtons une attention particulière aux différences cantonales, en matière de reconnaissance de diplôme notamment. Leur salaire est également adapté aux grilles de référence en vigueur dans chaque canton.

Les enfants de parents solos sont désormais prioritaires pour une place en crèche

La Ville de Genève accorde désormais un accès prioritaire aux familles monoparentales pour l'obtention d'une place en crèche dans ses structures. Nous vous l'annonçons en mars dernier, mais ce nouveau critère d'attribution est entré en vigueur ce 1^{er} novembre. La mesure vise à protéger un public particulièrement vulnérable.

Le règlement communal a ainsi été adapté. Après les cas d'urgence et le regroupement des fratries, le statut monoparental devient désormais le troisième critère appliqué. Viennent ensuite

«Les familles monoparentales font face à une situation économique et organisationnelle particulièrement difficile.»

Christina Kitsos
Conseillère administrative chargée de la Cohésion sociale

les demandes des éducatrices et éducateurs de la petite enfance employés par la Ville, puis celles liées à un déménagement dans un autre quartier genevois.

«Les familles monoparentales font face à une situation économique et organisationnelle particulièrement difficile, qui peut les fragiliser, explique Christina Kitsos. Elles font partie des groupes les plus à risque de pauvreté en Suisse. L'idée est d'éviter une perte d'emploi, l'isolement ou des ruptures sociales.»

La Ville reconnaît le statut de «famille monoparentale» lorsqu'un seul parent assume la garde exclusive de l'enfant. L'autre ne doit bénéficier que d'un droit de visite limité à un jour par semaine et un week-end sur deux. Ne sont par exemple pas concernées des familles ayant mis en place une garde alternée, des familles n'étant pas en mesure de prouver leur statut monoparental, ou encore celles accueillant un nouveau parent dans le groupe familial. Des justificatifs sont demandés et varient selon les modèles familiaux: dernière décision prononçant le divorce ou la dissolution du partenariat ou encore la dernière décision actant de la séparation (si les parents n'étaient pas mariés).

En septembre, la Ville a reçus 141 demandes de foyers monoparentaux. Parmi eux, 92 répondaient déjà aux critères généraux de priorité: être domicilié en Ville de Genève et être en emploi, en formation ou en recherche active d'emploi.

Taxe Zucman en France, mouvement Eat the Rich, l'idée de taxer les ultrariches est en vogue. Mais ça résiste

La Suisse chérit ses riches



PHILIPPE CASTELLA

Fiscalité ► Taxer les ultrariches, l'idée est en vogue et pas qu'en Suisse. On en veut pour preuve le débat en France autour de la taxe Zucman, qui vise à instaurer une taxe annuelle plancher de 2% sur la fortune des milliardaires. Ou, sur le plan mondial, le mouvement Eat the Rich (littéralement «Mangeons les riches»), une expression tirée d'un dicton que l'on attribue à Jean-Jacques Rousseau, devenue très populaire sur les réseaux sociaux.

L'initiative de la Jeunesse socialiste soumise au peuple le 30 novembre s'inscrit dans cette mouvance. «Le message que l'on veut faire passer est que les ultrariches sont les principaux responsables de la crise climatique et qu'ils doivent passer à la caisse», explique d'ailleurs son vice-président Julien Berthod. Concrètement l'initiative «pour l'avenir» vise à introduire un impôt fédéral de 50% sur les successions et donations, avec une franchise de 50 millions de francs. Ses recettes serviraient à lutter contre le réchauffement climatique.

Rejet cinglant en 2015

Si l'idée est dans l'air du temps, elle n'a guère séduit les Suisses par le passé. Si l'on s'en tient à l'impôt sur les successions, la proposition n'a été soumise qu'une seule fois au peuple, il y a dix ans. Il s'agissait d'une initiative lancée par les partis de gauche pour introduire un impôt de 20% sur les héritages à partir de 2 millions de francs, dans le but de financer l'AVS. Le rejet a été cinglant, avec 71% de non dans les urnes.

Par deux fois déjà durant ce siècle, les Jeunes socialistes ont lancé des initiatives populaires visant les mieux lotis. Il y a d'abord eu l'initiative «1:12» qui voulait restreindre l'écart salarial au sein de chaque entreprise,



Les riches sont une fois de plus dans le collimateur de la Jeunesse socialiste avec son initiative «pour l'avenir». KEYSTONE

avec le salaire le plus élevé ne pouvant excéder douze fois le plus bas. Le peuple a écarté l'idée avec près de deux tiers de non (65,3%) en 2013. Score similaire six ans plus tard pour l'initiative «99%» (64,9% de non), qui cherchait à davantage imposer les revenus du capital pour alléger l'imposition des salaires.

En 1922, 87% de non

Si l'on remonte bien plus loin dans l'histoire, on trouve trace d'une votation populaire pour l'introduction d'un impôt fédéral sur la fortune en 1922. C'était déjà le Parti socialiste qui était à la manœuvre. Il s'agissait alors d'une opération unique s'inscrivant dans le contexte économique tendu de l'après-Première Guerre mondiale. Mais l'idée a été balayée

avec 87% de non et un taux de participation qui fait rêver aujourd'hui (86%).

Au regard de ces différents précédents, les chances de l'emporter le 30 novembre pour la Jeunesse socialiste paraissent bien minces. Et le premier sondage SSR confirme cette tendance avec 62% d'opposition au texte.

Du côté des initiateurs, on est conscient: «Ce n'est pas un combat facile, reconnaît Julien Berthod, parce qu'on s'attaque à des gens qui ont des ressources financières énormes à déployer contre nous. Et ils sont défendus par les partis bourgeois qui mènent une politique dans l'intérêt des plus riches.»

Le Valaisan note toutefois qu'à la différence des projets précédents, l'initiative ne vise qu'un

cercle infime: «Cela concerne 2500 personnes, soit 0,003% de la population suisse.» Et de tirer ce parallèle: «La barre des 50 millions de francs représente plus de 900 ans du salaire minimum genevois sans dépenser un seul centime. C'est une somme qui est colossale!»

Julien Berthod ne rejette pas l'étiquette d'initiative de combat: «On vise une discussion de fond qui mette au centre la crise climatique à laquelle on doit trouver une réponse socialement acceptable pour convaincre les gens.»

Dichotomie des moyens

Samuel Bendahan partage cette vision: «L'initiative vise à mettre sur le devant de la scène la concentration des richesses par les oligarques et les ultrariches,

ainsi que leur responsabilité dans la crise climatique que l'on vit.»

La dichotomie des moyens entre les deux camps interpelle le coprésident du groupe socialiste au parlement. Le rapport est d'environ 1 à 10, avec 3,7 millions de francs à disposition des opposants contre 400 000 francs en faveur des initiateurs. «On vit dans une société où la démocratie est ébranlée, estime le Vaudois. Aujourd'hui, l'impact de l'argent sur la politique est très important, en Suisse aussi.»

Vu les chances limitées de succès de l'initiative, on peut s'étonner d'un tel déploiement d'efforts de la part des opposants. Olivier Feller l'analyse ainsi: «La donne a changé ces dernières années. Une droite unie alliée aux principales associations économiques n'offre

plus une garantie de victoire en votation populaire. L'acceptation l'an dernier de l'initiative populaire sur la 13^e rente AVS en est l'illustration.»



«La démocratie est ébranlée par l'impact de l'argent sur la politique»

Samuel Bendahan

Autre crainte confessée par le libéral-radical vaudois: «De prime abord, on peut penser que cette initiative ne touche qu'un nombre restreint de personnes. Il faut faire percevoir à la population le risque de cette initiative pour la prospérité du pays.»

Décourager ces initiatives

De son côté, Sidney Kamerzin avance une autre raison pour justifier cette campagne musclée: «Ce qui est préoccupant, c'est que des initiatives telles que celle-ci déplacent des effets négatifs avant même le vote. Des personnes concernées ont pris contact avec l'administration fiscale et il semble que de gros contribuables aient déjà déplacé leur domicile à l'étranger.»

Lors de la campagne de 2015, le centriste n'était pas encore membre du Conseil national, mais il était déjà avocat-notaire en Valais et il se souvient d'avoir été passablement sollicité par des personnes inquiètes des effets de la précédente initiative, qui touchait un cercle bien plus large de personnes aisées.

Sidney Kamerzin affiche clairement l'objectif aujourd'hui: «On veut le résultat le plus net possible pour pérenniser la stabilité législative et fiscale en Suisse et décourager de telles initiatives.» LA LIBERTÉ

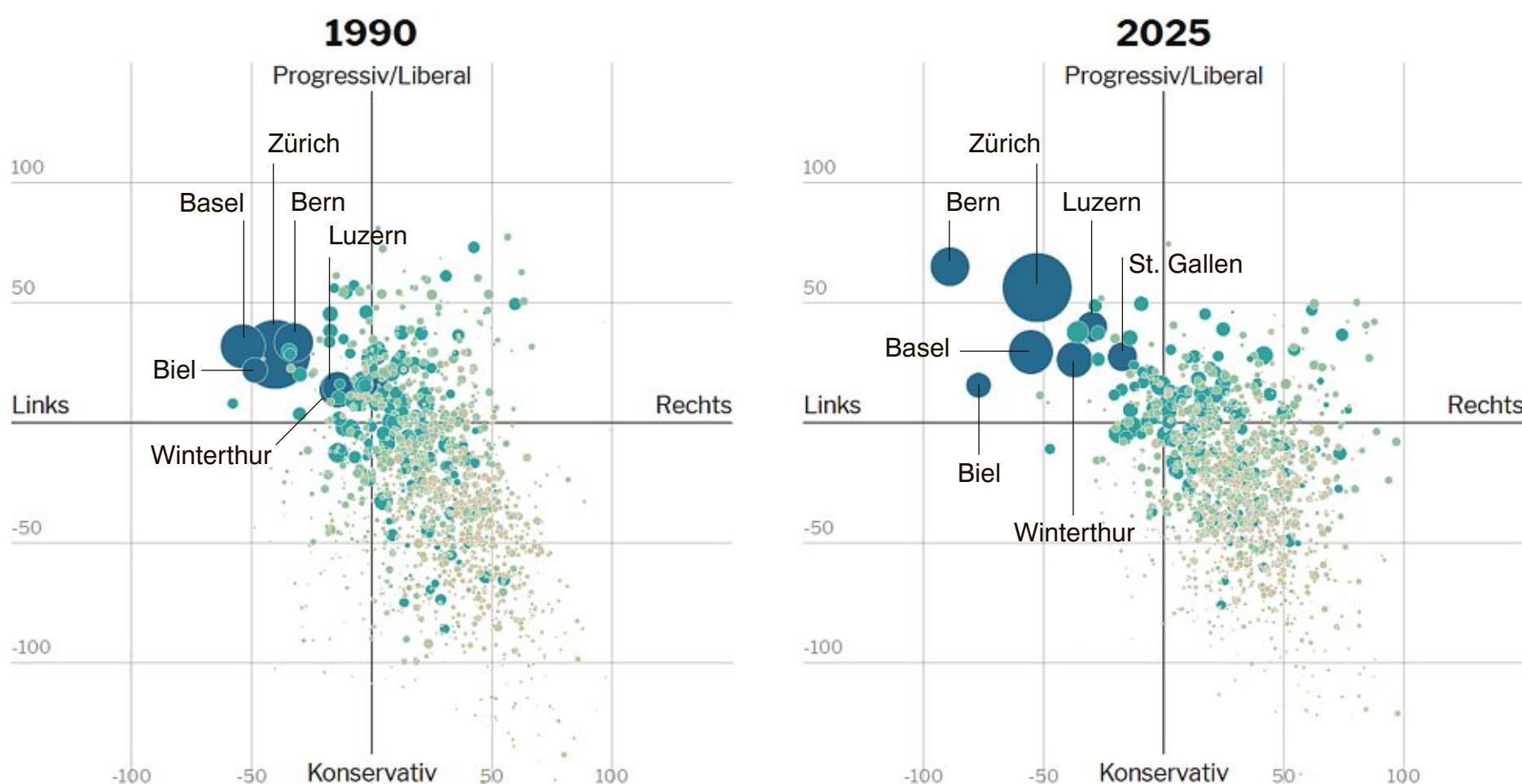
Stadt und Land drifteten politisch auseinander

Stimmverhalten Neue Daten zeigen, dass die Kluft zwischen Stadt und Land so tief ist wie noch nie. Sehen Sie Ihre Ortschaft auf der politischen Schweizer Karte.

Je linker und progressiver, desto weiter links oben – Deutschschweiz

Zuordnung auf Basis der Ja-Stimmen-Anteile bei eidgenössischen Volksabstimmungen, Abstimmungen bis und mit September 2025

● Land ● Agglomeration ● Kleine Städte ● Städte



Quelle: Stadt-Land-Monitor 2025, Sotomo

Fabian Fellmann und
Sebastian Broschinski

Die grossen Städte und die Landgemeinden in der Deutschschweiz ticken zunehmend unterschiedlich bei Volksabstimmungen. Das zeigt eine neue Auswertung der Politikberatung Sotomo, illustriert auf einer grafischen politischen Landkarte. Die Grösse der Punkte bildet die Bevölkerungszahl ab. Die Position gibt Auskunft über das Stimmverhalten in der Gemeinde. Basis der Auswertung sind die eidgenössischen Volksabstimmungen. Auf der Website dieser Zeitung können Sie in einer interaktiven Grafik nachschauen, wo Ihre Gemeinde zu liegen kommt.

Die politische Landkarte hat Sotomo entlang von zwei Achsen gezeichnet, die in der Politikwissenschaft oft zur Anwendung kommen: zwischen den Polen links und rechts in der Waagrechten sowie progressiv-liberal und konservativ in der Senkrechten.

Links steht für soziale Sicherung, Ausgleich und Gleichstellung; rechts für Sicherheit, Ordnung und Privateigentum. Progressiv-liberal (oben) verständigt Öffnung, Wandel und Reformen, das konservative Ende (unten) hingegen Beständigkeit, Bewahrung und Abgrenzung gegen aussen.

Je mehr Ja-Stimmen zu linken und progressiven Volksinitiativen und Referenden in einer

Ortschaft zu verzeichnen waren, desto weiter links und oben steht diese. Besonders weit öffnete sich die Kluft zwischen Stadt und Land zum Beispiel beim CO₂-Gesetz im Jahr 2021, das in Städten mehr Zustimmung fand als auf dem Land, oder bei der Biodiversitätsinitiative 2024. Das geht aus der dritten Ausgabe des Stadt-Land-Monitors hervor, den Sotomo im Auftrag der Agrarnossenschaft Fenaco erstellt und gestern publiziert hat.

Ein typisch linkes Anliegen war das Referendum gegen die Lockerung des Mietrechts bei Kündigungen wegen Eigenbedarfs. Dort klaffte der Ja-Stimmen-Anteil zwischen Stadt und Land 2024 um 26,6 Prozentpunkte auseinander. Beim Referendum zum E-ID-Gesetz betrug der Unterschied zwischen konservativem Nein auf dem Land und progressivem Ja in den grossen Städten 17,5 Prozentpunkte.

In kleinen Gemeinden ist man konservativer

Bei den eidgenössischen Urnen-gängen ist die Kluft zwischen Stadt und Land gewachsen. Die Bundesstadt Bern stimmt deutlich linker und progressiver ab als 1990, das Vergleichsjahr auf der politischen Landkarte, oder 1980, der Beginn der Auswer-tung. «Der Grossstadt-Land-Grab-en ist so tief wie noch nie in den letzten 45 Jahren», halten die Zürcher Forscher fest.

Im links-progressiven Viertel finden sich vor allem die grossen

Städte. Sie haben sich deutlich von der Mitte entfernt im Ver-gleich zu 1990.

In kleinen Gemeinden ticken die Menschen konservativer als in den grossen Städten – vor al-lem in der Deutschschweiz. Jene Ortschaften landen eher im ideo-logischen Zentrum oder im rech-ten unteren Viertel, und sie ha-ben sich auffallend weniger stark bewegt als die sehr urbanen Ge-biete. Die kleinen Städte sowie die Agglomerationen kommen dazwischen zu liegen.

In der Romandie ist der Ge-gensatz weniger ausgeprägt. Die Städte sind ebenso links-progressive wie in der Deutschschweiz. Aber die Landbevölke- rung tickt ganz anders als dies-seits des Röstigrabens: In der Westschweiz stimmt sie eher ab wie urbane Deutschschweizer.

Im Tessin zeigt sich ein deutlicher Rechtsruck sowohl von Städten als auch von Gemeinden. Die Politgeografie im Südkan-ton ist geprägt von seiner Dis-tanz zu Bern und der Nähe zu Italien, dem Streit um den rich-tigen Umgang mit Grenzgängern sowie dem Aufstieg der rechten Parteien Lega und SVP.

Bis 2009 deutete der gesamt-schweizerische Trend noch dar-auf hin, dass sich Stadt und Land einander politisch annähern. Seit 2010 aber nehmen die Unter-schiede der Ja-Stimmen-Anteile zu, die Durchschnittswerte der Abweichung liegen in fast allen Jahren seither höher. Und «fast jedes Jahr gab es eine Abstim-

mung, bei welcher der Unter-schied zwischen Grossstadt und Land um oder über 30 Prozent-punkte betrug», schreibt Sotomo.

Bevölkerungswachstum wird kritisch gesehen

Teil des Stadt-Land-Monitors von Sotomo und Fenaco ist auch eine Befragung von knapp 3500 Personen. Die aktuelle Ausgabe dreht sich um das Bevölkerungs-wachstum. Dabei zeigen sich zwei Trends, die sich scheinbar widersprechen. Besonders in den am stärksten betroffenen Agglo-merationen ist die Zufrieden-heit mit der Lebensqualität am höchsten – und gleichzeitig be-urteilt eine Mehrheit das Wach-stum der Bevölkerung kritisch.

Politgeograf und Sotomo-Chef Michael Hermann findet diese Resultate «total span-nend». Gerade in den stark wach-senden Gemeinden zählen die Menschen eine Reihe von Vor-teilen auf, darunter die Bus- und Zugverbindungen, die Kinder-tagesstätten und Schulen sowie das Kulturangebot.

«Die Leute schätzen den Ausbau des öffentlichen Verkehrs an ihrem Wohnort, aber sie stellen den Zusammenhang nicht her zwischen diesen Fortschritten und dem Bevölkerungswach-stum», sagt Hermann. «Negative Auswirkungen wie Stau und ver-meintlich engere Platzverhält-nisse hingegen werden sofort mit dem Wachstum verbunden.»

Deutlich macht die Studie auch, dass Städter die Bevölke-

rungszunahme tendenziell über-schätzen. Nicht die grossen Städte sind es, die rasch zulegen, son-dern die Agglomerationen. In den Zentren aber macht sich die Knappheit an Wohnungen am schmerhaftesten bemerkbar.

Hermann schliesst aus den Daten, dass das Wachstum lokal weitgehend gut bewältigt wird. Aber die Realität der verstädterten Schweiz stelle das Idealbild des dörflich-ländlichen Landes in Frage. «Die Leute sagen, dass sie lieber auf dem Land leben würden, aber es zieht sie dann doch in die urbanen Regionen mit der höheren Lebensqualität.»

Wasser auf die Mühlen der SVP

Nur ein Drittel der Befragten fin-deit, die optimale Bevölkerungs-grösse für die Schweiz liege bei 9 Millionen Einwohnern oder da-rüber – eine Schwelle, die längst erreicht ist. Das ist Wasser auf die Mühlen der SVP, deren Volksini-tiative gegen die 10-Millionen-Schweiz im nächsten Jahr zur Ab-stimmung kommen dürfte. «Die SVP setzt am richtigen Ort an und arbeitet mit grossen Zahlen und starken Bildern, die den Leuten am meisten Angst machen», sagt Sotomo-Chef Hermann. Die Ini-ziative sei sehr ernst zu nehmen.

«Ich finde es nicht gut, dass der Bundesrat und das Parlament auf einen Gegenvorschlag verzichten wollen», sagt Hermann. «Es braucht eine nationale Offensive, um insbesondere das Wohnungs-angebot zu verbessern.»

Rue de Carouge: la ligne 12 à nouveau à l'arrêt en 2026

Chantier La Ville assure que l'interruption n'est pas due à un retard. Qu'en est-il?

Dans les cafés le long de la rue de Carouge, de nombreux riverains se réjouissent de la fin du gros des travaux. Le 6 décembre, l'axe sera enfin rouvert à la circulation des trams et la chaussée progressive-ment rendue aux piétons. Même si des chantiers par zones auront encore lieu jusqu'en 2027, les habitants et commerçants devraient être débarrassés de la tranchée à ciel ouvert qui défigure leur quartier depuis plusieurs mois.

Cela sera-t-il vraiment le cas? Selon des informations obtenues par la «Tribune de Genève», il semblerait que le chantier de la rue de Carouge réserve encore quelques surprises. En 2026, une nouvelle interruption du tram est prévue. Et cette intervention pourra durer jusqu'à six semaines.

Selon nos informations, la demande d'interruption de la circulation du tram émanerait de la Ville de Genève, qui l'aurait déposée la semaine dernière. Un retard a-t-il été pris par les autorités en charge du chantier?

Interrogés, les Services industriels de Genève (SIG), qui gèrent une partie de l'ouvrage, démentent tout non-respect du calendrier de leur côté. «Les travaux de SIG nécessitant une coupure du tram seront finis avant le 6 décembre comme prévu. Il n'y a aucun retard et même de l'avance», indique la porte-parole, Isabelle Dupont Zamperini. Elle renvoie à la Ville de Genève, maître d'ouvrage global, pour davantage de précisions.

La Municipalité indique que les installations de conduites d'eau et de gaz se font selon le rythme prévu. «À la remise en service du tram

le 6 décembre, plus de 85% (*ndlr: des raccordements eau/gaz*) auront été réalisés, les 15% restants pouvant être faits durant l'exploitation», assure Caroline Monod pour le Département de l'aménagement, des constructions et de la mobilité (DACM).

En revanche, la Ville confirme que des travaux de finition devront être menés ultérieurement concernant les bordures des rails du tram. Ce sont ces modifications-là qui forceront une interruption de la ligne 12.

Les deux institutions affirment que ces aménagements étaient prévus depuis le début des travaux. Pourtant, sur le site des Transports publics genevois, on peut lire que les interruptions de tram doivent prendre fin au 6 décembre. Aucune annonce sur le site de la régie au sujet d'une interruption en 2026 n'a encore été faite.

De même, lorsque le projet avait été présenté à la population, cette seconde interruption n'avait pas été évoquée. Était-elle vraiment au programme? Ou s'agit-il d'une erreur de planification? Pour l'instant, difficile de trancher. Difficile aussi de dire quand le tram sera interrompu. La Ville indique que le chantier reprendra le 5 janvier avec des travaux sur les réseaux souterrains tout en conservant le tram en exploitation, et ce jusqu'en octobre 2026. Elle garantit aussi qu'aucune interruption n'aura lieu à partir de mai 2026. On peut en déduire que la pause dans la circulation du tram aura lieu à la fin de l'hiver ou au début du printemps.

Emilien Ghidoni



De nombreux commerces ont été touchés par les travaux. Laurent Guiraud

Studie sieht Erneuerbare unter Druck, falls neue Atomkraftwerke zugelassen werden

Die Energiestiftung warnt vor einem Richtungswechsel – die Debatte schwäche die Akzeptanz von Sonnen-, Wind- und Wasserkraft

DAVID VONPLON

Langfristig genügend Strom zu einem vernünftigen Preis – dazu braucht es laut Bundesrat Albert Rösti die Kernkraft. «Ohne sie geht es nicht», sagte er kürzlich der «NZZ am Sonntag». Seine Hoffnung setzt der Energieminister in moderne Reaktoren im Kleinformat – sogenannte «Small Modular Reactor»: Diese dürften laut Rösti bereits in den nächsten fünf Jahren weltweit praxisfähig werden. Dann sei die Kernkraft eine realistische Möglichkeit.

Doch wie würde sich eine Aufhebung des AKW-Neubauverbots auf den Ausbau der erneuerbaren Energien auswirken? Der Bundesrat verzichtet darauf, diese Frage in der Botschaft zur entsprechenden Gesetzesänderung zu beantworten. Da diese keinen direkten Neubau zur Folge haben werde, bestehe auch kein Grund, die finanziellen, wirtschaftlichen und ökologischen Folgen zu analysieren.

Verteilungskämpfe drohen

Gemäss der atomkritischen Schweizerischen Energiestiftung greift diese Argumentation zu kurz. Für sie hat der «tiefgreifende Richtungswechsel» gegenüber der bisherigen Energiestrategie unmittelbare Folgen: In einer neuen Studie



Christian
Wasserfallen
FDP-Nationalrat

warnet sie vor starken Verzögerungen beim Ausbau der Erneuerbaren. Selbst wenn auf die Aufhebung des Verbots kein konkretes AKW-Projekt folgt, rechnen die Autoren damit, dass die Ausbauziele für Wasser-, Solar- und Windenergie bis 2035 um 2 bis 3,3 Terawattstunden verfehlt werden.

Sie werfen dem Bundesrat vor, widersprüchliche Signale auszusenden: Einerseits relativiere er die bisherige Strategie mit vollem Fokus auf den beschleunigten Ausbau erneuerbarer Energien.



Kernkraftwerke wie hier in Leibstadt sollen in der Schweiz bald wieder gebaut werden dürfen.

ANDREAS HAAS / IMAGO

Andererseits bleibe die Option für neue Kernkraftwerke fragmentarisch, nicht zuletzt, weil in diesem Szenario ein Finanzierungskonzept fehle.

Investoren sähen dadurch die langfristige Rentabilität von Anlagen für erneuerbare Energien infrage gestellt. Das treibe die Finanzierungskosten in die Höhe und bremse dringend benötigte Investitionen in die Erneuerbaren. Laut der Studie gilt das auch für die Wasserkraft. Sie verweist auf das Beispiel Finnland. Seit der Inbetriebnahme des Kernkraftwerks Olkiluoto 3 im Jahr 2022 hat das Land europaweit die meisten Stunden mit negativen Strompreisen. Dabei zeige sich, dass der neue, unflexible Atomstrom zu Marktverdrängungen führe – was nicht zuletzt zulasten der Wasserkraft gehe. Die Energiestiftung folgert daraus, dass sich die Öffnung für neue AKW abschreckend auf Investitionen in neue oder erweiterte Wasserkraftanlagen auswirken würde.

Hinzu kommt, dass die Zustimmung für Wind- oder Solaranlagen auf lokaler Ebene geschwächt würde: Warum eine Windturbine oder eine Photovoltaikanlage gutheissen, wenn die Aussicht besteht, dass langfristig zentral neue Kernkraftwerke den Strom produzieren? Bei konkreten Neubauprojekten drohten Verteilungskämpfe um finanzielle Mittel, mahnt die Energiestiftung.

Probleme entstehen laut der Studie auch bei der Netzplanung. Um Strom aus Solaranlagen einzuspeisen, die über den Eigenverbrauch hinaus produzieren, müssen die lokalen Netze ausgebaut werden. Erwarteten die Netzbetreiber jedoch eine Rückkehr von Grosskraftwerken, würden die Investitionen in eine dezentrale Netzstruktur infrage gestellt. Die Aufhebung des Neubaiverbots könnte daher dazu führen, dass Solaranlagen redimensioniert werden und Dachflächen ungenutzt bleiben.

Die Kosten für ein neues AKW schätzen die Studienautoren auf 25 Milliarden Franken, ähnlich wie bei der Anlage Flamanville 3 in Frankreich. Sie gehen nicht davon aus, dass für ein solches Grossprojekt private oder ausländische Investoren eingebunden werden könnten. Daher müssten Bund und Kantone die Finanzierung übernehmen.

Kernkraft für den Winter

Der Bund könnte seinen Anteil über den Netzzuschlag finanzieren, der jährlich 1,3 Milliarden Franken einbringt. Angenommen, er trüge die Hälfte der Kosten, wären zwei Drittel dieser Einnahmen nötig, um 12,5 Milliarden Franken über 15 Jahre zu finanzieren. Zugleich könnte eine zusätzliche Abgabe – ein «Atomrappen» – erhoben werden, was pro Haushalt zu jährlichen Mehrkosten von 40 Franken führen würde. Auch diese Schritte würden laut der Studie den Aus-

bau der erneuerbaren Energien unmittelbar tangieren, da diese direkt mit deren Förderung konkurrierten.

Atomfreundliche Politiker kritisieren die Studie. «Die Ängste sind völlig unbegründet», sagt der Berner FDP-Nationalrat Christian Wasserfallen. «Die Energiestiftung spielt aus Ideologie die beiden Technologien gegeneinander aus.» Die Schweiz habe im Winter zu wenig Strom – und mit der Photovoltaik allein könne dieses Problem nicht gelöst werden.

Wasserfallen hält es für abwegig, dass Wasserkraft an Attraktivität verliert. Sie werde gebraucht, um Schwankungen bei der Photovoltaik auszugleichen. Die Probleme beim Ausbau der Wasserkraft lägen nicht an der Aufhebung des AKW-Verbots. «Weil Wind und Sonne nicht zuverlässig Strom liefern, brauchen wir die Schwungmasse der Kernkraftwerke.»

Jürg Grossen, Chef der Grünlberalen und Präsident des Verbandes Swissolar, sieht die Befürchtungen der Studie bereits heute teilweise bestätigt. «Die Leute sind verunsichert, seit der Bundesrat die Kernkraft wieder ins

Die Kosten für ein neues Atomkraftwerk schätzen die Studienautoren auf 25 Milliarden Franken.

Spiel brachte.» Das sehe man auch an den Zahlen. Im laufenden Jahr sei der Ausbau der Solarenergie erstmals seit Jahren leicht rückläufig. Die vorgeschlagene Aufhebung des AKW-Neubaiverbots sei einer der Gründe dafür.

Grossen befürchtet, dass Förderung und Rentabilität erneuerbarer Energien inklusive der Wasserkraft geschwächt werden. Es drohe ein Verteilungskampf. Die Fördereffizienz spreche allerdings klar für die Photovoltaik: Bei Solaranlagen liege die Förderquote bei 15 bis 20 Prozent der Investitionskosten. «Mit einem solchen Anteil könnte wohl nie ein Kernkraftwerk gebaut werden.»

Des «polluants éternels» dans nos assiettes... mais en faible quantité

ALIMENTATION L'écrasante majorité des denrées achetées en Suisse respectent les valeurs limites de concentration de PFAS, constate un rapport de la Confédération. Ces molécules restent néanmoins répandues

NINA SCHRETR

L'alimentation est-elle une source d'exposition majeure aux PFAS? *Le Temps* se posait la question en 2023, en cherchant dans 40 denrées animales des traces de substances persistantes et polyfluoroalkylées, qualifiées de «polluants éternels». D'autres analyses plus poussées ont déjà été faites en Suisse, notamment sur les poissons des lacs, révélant des résultats contrastés.

L'Association des chimistes cantonaux de Suisse (ACCS) et l'Office fédéral de la sécurité alimentaire et des affaires vétérinaires (OSAV) sont cette fois allés plus loin, en analysant 889 denrées alimentaires (viande, œufs, poisson) ainsi que 276 produits laitiers (lait, fromages, beurre, crème et yogourt). Les résultats de leur analyse ont été rendus publics lundi 17 novembre.

«L'objectif était d'avoir une vision globale sur les denrées alimentaires commercialisées en Suisse, qui sont donc produites ici mais aussi importées, afin de voir le niveau contamination des PFAS, souligne Patrick Edder, chimiste cantonal de Genève. Cela n'avait jamais été fait à cette échelle, on ne savait donc pas vraiment à quoi s'attendre.»

Résultats: cinq viandes, un œuf de poule bio et une perche, soit 0,8% du panel étudié, présentaient une teneur supérieure aux teneurs maximales fixées dans l'ordonnance sur les contaminants en un type de PFAS, le sulfonate de perfluorooctane (PFOS), interdit en Suisse depuis 2011 mais qui reste largement présent dans l'environnement.

Cinq viandes non conformes

Du côté des produits laitiers, deux laits et un yogourt (2,8% de l'échantillon) dépassaient le plafond de 0,02 µg/kg recommandé par l'Union européenne sur le PFOS dans le lait – une valeur indicative, aucune teneur maximale n'étant définie dans la législation. Malgré tout, «il



Le PFOS est la substance la plus souvent détectée dans les poissons. (LAC LÉMAN, 13 OCTOBRE 2017/JEAN-CHRISTOPHE BOTT/KEYSTONE)

s'avère que les PFAS sont largement répandus dans toutes les catégories d'aliments», souligne le rapport.

Pour Patrick Edder, le tableau général est «globalement rassurant. Le contenu des assiettes suisses respecte les limites maximales réglementaires, qui elles-mêmes garantissent la sécurité des consommateurs, avec les connaissances scientifiques actuelles.» Cela dit, «il s'agit de rester très prudent en termes de protection environnementale».

Dans le détail, cinq viandes bovines présentaient ainsi un taux en PFOS supérieur à 0,3 µg/kg. Toutes étaient suisses, rappelant le conflit sur la vente à Saint-Gall de viande excédant ce seuil.

Les taux les plus importants ont été relevés dans du boeuf, du gibier et du mouton, ce qui pourrait s'expliquer «par l'utilisation d'aliments plus ou moins contaminés par des PFAS ou par la détention des animaux au pâturage», explique le rapport. A noter que la majorité du gibier acheté en Suisse est issu de l'élevage.

Par ailleurs, pour 83% des échantillons analysés, la quantité de PFOS se situait sous le seuil de quantification de 0,5 µg/kg. «Cela signifie que

ces produits pourraient contenir des PFOS, mais dans des quantités infimes», traduit Patrick Edder.

Les œufs bios contaminés

Le PFOS est également la substance la plus souvent détectée dans les œufs et les poissons. Un filet perche a été jugé non conforme car dépassant la limite en PFOS autorisée et la quantité maximale autorisée pour la somme des quatre PFAS réglementés (fixée à 45 µg/kg).

Sur les 282 œufs analysés, les bios se révèlent plus contaminés que dans les autres systèmes de production. «Cela pourrait être dû notamment au type d'aliments utilisés et/ou à la liberté de mouvement dont bénéficient les poules. D'autres études ont fait une constatation similaire», expliquent les auteurs.

Les laboratoires ont également scruté la présence de 25 autres PFAS non réglementés qui, même avec des méthodes de détection sensible, n'ont pas été détectés. Seule exception: le PFBA, retrouvé fréquemment dans les œufs et les viandes.

Dernière catégorie d'aliments scrutés, les produits laitiers sont eux aussi contaminés par les PFAS, alors qu'ils ne font pas l'objet de limites maximales, que ce soit en

Suisse ou dans l'Union européenne.

«La concentration de PFOS la plus élevée a été détectée dans le fromage, où elle est plusieurs fois supérieure à celle observée dans le lait et les autres produits laitiers», relèvent ainsi les auteurs. En effet, les molécules se fixent facilement sur les composants lipidiques et protéiques.

Des contaminations peuvent également avoir lieu par l'emballage: c'est ce que suggère la présence, dans des échantillons de beurre, d'alcools fluorotéiomères, généralement présents dans les matériaux d'emballage. «À terme, des limites maximales en PFAS dans les produits laitiers, comme pour les autres denrées alimentaires, seront peut-être introduites, indique Patrick Edder. L'Union européenne étudie la question, et il y a des chances que la Suisse reprenne par la suite les mêmes exigences légales.

Selon Patrick Edder, «il sera à terme nécessaire d'apporter des limites des PFAS dans les produits laitiers, comme pour les autres denrées alimentaires. L'Union européenne étudie la question, et il y a des chances que la Suisse reprenne par la suite ses recommandations.» ■

Naturel ou artificiel, quel sapin pollue le moins?

Décorations de Noël Contrairement aux idées reçues, l'arbre en plastique peut s'avérer moins polluant que son pendant naturel.

Quel sapin de Noël est le plus écologique? Alors que la période de l'Avent approche à grands pas, nombreux s'apprêtent à faire l'acquisition d'un sapin de Noël. Si vous hésitez encore entre un arbre synthétique ou naturel, vous êtes au bon endroit.

Une chose est sûre, en Suisse, les sapins de Noël ont du succès. En effet, ce sont environ 1,7 millions d'arbres qui sont vendus chaque année, d'après les estimations de ForêtSuisse. Plus de la moitié de ces sapins sont produits sur le territoire helvétique. Le reste est importé d'Allemagne, des Pays-Bas ou du Danemark. Et qui dit importation, dit émission de gaz à effet de serre. Les sapins importés sont, de plus, coupés en avance et reposent dans «des entrepôts frigorifiques gourmands en énergie», souligne Benno Schmid, responsable du département communication et politique de l'association des propriétaires forestiers ForêtSuisse.

Le sapin local en tête

«Mais les Suisses préfèrent souvent les sapins de noël issus de la production locale, car ceux-ci ont poussé dans leur région», précise Benno Schmid. Selon l'association, les sapins produits en Suisse présentent des avantages écologiques notables. «Les sapins de Noël locaux sont généralement produits de manière beaucoup plus respectueuse de l'environnement que leurs concurrents étrangers. Les cultures soignées et de petite taille des agriculteurs suisses utilisent beaucoup moins de produits auxiliaires que les grandes exploitations étrangères. Et dans les forêts, l'utilisation de produits chimiques et d'engrais est totalement interdite.»

Le bilan carbone d'un sapin local est d'autant plus neutre si l'on s'en débarrasse de manière adéquate. «Si l'arbre est correctement éliminé après Noël dans une installation de compostage ou une centrale thermique, la même quantité de CO₂ que celle que l'arbre a stockée au fil des ans est rejetée dans l'atmosphère. Ainsi, un sapin de Noël produit naturellement et qui n'a pas été transporté sur de longues distances est en soi neutre sur le plan climatique», résume Benno Schmid.

Mais si vous ne voulez plus voir d'épines joncher votre sol, le cousin synthétique du sapin naturel peut être une solution, même si celui-ci paraît à première vue bien moins écologique. «La pire option est le sapin en plastique utilisé une seule fois», précise Laurianne Altweegg, responsable environnement, agriculture et énergie de la Fédé-

ration romande des consommateurs (FRC). Mais lorsqu'on considère que certains types de sapins peuvent être utilisés plusieurs fois, le bilan peut changer. En effet, selon l'écobilan réalisé par le bureau ESU-Services, un sapin importé provenant d'une exploitation intensive émet bien plus d'équivalents CO₂ (12 kg CO₂) qu'un sapin artificiel en PVC (3,2 kg CO₂) ou en polyéthylène (5,2 kg CO₂). À noter que la durée de vie d'un sapin artificiel est ici estimée à dix ans, alors qu'un sapin naturel doit être racheté

«Les Suisses préfèrent les sapins de Noël issus de la production locale, car ils ont poussé dans leur région.»

Benno Schmid

Responsable du département communication et politique de ForêtSuisse

té chaque année. Selon la FRC, «le bilan des synthétiques n'est plus si mauvais», passé cinq ans. «Reste que l'on ne connaît pas les conditions de production, notamment en Chine, alors que les sapins suisses offrent un revenu accessoire aux agriculteurs et forestiers qui en vivent en hiver», ajoute la FRC. Entre les deux existe également l'option du sapin en pot, à louer. Après trois utilisations, il devient le choix le plus écologique parmi les sapins naturels, même suisses.

Nina Devaux

Les conseils de ForêtSuisse

- En attendant Noël, laisser le sapin dans son filet et l'entreposer à l'air libre, le pied dans un seau d'eau.
- Pour monter le sapin, utiliser un support avec un réservoir à eau, sans appoientir le pied. Dans une pièce chauffée, un sapin de Noël perd jusqu'à un litre d'eau par jour par évaporation. Remplir donc régulièrement le récipient.
- Humidifier le feuillage chaque jour pour le garder frais plus longtemps. Employer de l'eau distillée pour éviter les taches de calcaire sur les décorations.
- À la fin de la période des Fêtes, enlever les décorations et mettre le sapin avec les déchets végétaux ou l'apporter à la déchetterie locale. Ne jamais jeter les vieux sapins de Noël en forêt.



Plus de la moitié des sapins vendus en Suisse sont produits sur le territoire, selon ForêtSuisse. Laurent Gillieron/Keystone

70 Prozent der Lehrlinge rentieren

Eine neue Studie illustriert eine der Stärken der helvetischen Berufslehre



Die starke Praxisorientierung der Lehre in der Schweiz ist für Lernende wie Lehrbetriebe ein Gewinn.

CHRISTIAN BEUTLER / KEystone

HANSUEL SCHÖCHLI

Donald Trump will die Importe aus der Schweiz reduzieren. Mindestens eine Form von Import möchten er und seine Regierung aber intensivieren: die Einfuhr von Schweizer Wissen über die Berufsbildung. Schon frühere amerikanische Regierungen hatten Interesse am Schweizer Modell der Berufslehre gezeigt. Die gemeinsame Absichtserklärung zu einem Zoll-Deal zwischen den USA und der Schweiz vom vergangenen Freitag enthält auch eine Passage zur stärkeren Förderung der Berufslehre in den USA.

Was für die USA das Silicon Valley ist, ist für die Schweiz das System der Berufsbildung: ein historisch gewachsenes Ökosystem, das einen bedeutenden Wettbewerbsvorteil darstellt und schwierig zu kopieren ist. Zentrale Akteure im Schweizer Ökosystem sind

Lehrbetriebe, Berufsorganisationen, Branchenverbände, Schulen, Eltern, Behörden und die Jugendlichen selbst.

Die Berufslehre integriert die Jugendlichen schon früh in die Arbeitswelt und liefert viele Wege zur Weiterentwicklung danach. Ein zentrales Element: Für schulisch leistungsfähige Jugendliche bietet die Berufslehre mindestens so gute langfristige Aussichten wie das Gymnasium. Das war im Jahr 2021 der Befund einer vom Bund bestellten Analyse.

Plus 4500 Franken pro Jahr

Ein weiteres bedeutendes Puzzleteil der Berufsbildung illustrierte am Montag eine Studie der Eidgenössischen Hochschule für Berufsbildung (EHB) im Auftrag des Bundes: Die meisten Lehrlinge sind für ihre Arbeitgeber schon während der Lehrzeit rentabel.

Die Untersuchung beruht auf der Befragung von rund 6600 Betrieben für das Lehrjahr 2022/23. Im Durchschnitt aller Lehrverhältnisse hatten die Betriebe im betrachteten Jahr Kosten von rund 28 000 Franken. Zu den Kosten zählen die Ausbildungs- und Betreuungskosten sowie der Lehrlingslohn. Dem stand eine durchschnittliche Produktionsleistung der Lehrlinge von 32 500 Franken gegenüber. Das ergibt einen Nettonutzen von rund 4500 Franken pro Lehrling für das betrachtete Lehrjahr.

Bei insgesamt 71 Prozent der Lehrverhältnisse entstand ein Nettonutzen schon während der Lehre. Keine entscheidende Rolle in diesem Punkt scheint die Grösse des Lehrbetriebs zu spielen: In allen untersuchten Grössengruppen war der durchschnittliche Nettonutzen ähnlich hoch. Erwartungsgemäss gilt zudem: In den oberen Lehrjahren sieht die Rechnung für die Be-

triebe deutlich besser aus als zu Beginn. Im ersten Lehrjahr überwiegen die Kosten für die Lehrlinge im Mittel deren Produktionswert, im zweiten Lehrjahr dreht sich das Bild, und es verbessert sich in der Folge noch weiter.

Grosse Unterschiede gibt es zwischen den Lehrberufen. Während der Nettonutzen von Gärtnerlehrlingen oder Dentalassistenten innerhalb von drei Jahren mehr als 30 000 Franken beträgt, liegt er bei auszubildenden Köchen bei ungefähr null. Ein (kleines) Minus im Durchschnitt ist für die Maurer ausgewiesen. Der Grund: «Die Lehrlingslöhne der Maurer sind mit Abstand die höchsten.» Dies sagt der Studien-Co-Autor und EHB-Professor Jürg Schweri. So liege der Medianlohn der Maurerlehrlinge im ersten Jahr bei gut 1000 Franken pro Monat, und er steige bis im dritten Lehrjahr auf gut 2100 Franken.

Bei den vierjährigen Lehren fallen drei Berufe mit einem Minus auf: Polymechaniker, Automatiker und (mit einem kleinen Minus) Informatiker. In diesen Berufen haben die Lehrlinge im ersten Lehrjahr oft sehr viel Unterricht. Doch selbst bei diesen Berufsschulen sieht die Rechnung für die Betriebe am Ende im Durchschnitt positiv aus, weil ein erheblicher Teil der Betroffenen nach dem Lehrabschluss im Betrieb bleibt und die Arbeitgeber dadurch Rekrutierungs- und Einstellungskosten sparen können. Diese Einsparungen hat die Studie ebenfalls errechnet. Bei den Polymechanikern und Informatikern bleiben laut Schweri im Mittel fast 60 Prozent der Lehrabgänger im Betrieb.

Weniger rentabel in Deutschland

Im Vergleich zu Deutschland weisen die Schweizer Berufslehren ein deutlich besseres Kosten-Nutzen-Verhältnis für die Betriebe aus. In Deutschland sind im Mittel die Kosten während der Berufslehre grösser als der Produktionsnutzen der Lehrlinge. Der Studienautor Jürg Schweri nennt vor allem zwei Gründe: Die Berufslehren in Deutschland seien im Vergleich zur Schweiz stärker ausbildungsstatt produktionsorientiert, und die Produktionsleistung der Lehrlinge in der Schweiz werde wegen des höheren Lohnniveaus für erwachsene Arbeits-

kräfte höher bewertet. Zudem sind die Lehrlingslöhne in Deutschland im Mittel leicht höher als in der Schweiz.

Bei den Lehrverhältnissen gilt nicht das Prinzip «je rentabler, desto besser». Aber dass viele Lehrverhältnisse in der Schweiz schon während der Ausbildungsphase rentabel sind für die Betriebe, ist im relativ liberalen Arbeitsmarkt ein wesentlicher Faktor für die Verbreitung der Berufslehre. Denn die Betriebe riskieren, dass ihnen die ausgebildeten Lehrlinge nach dem Abschluss abspringen. Die Arbeitgeber haben immerhin die Chance, die passendsten Lehrlinge durch attraktive Angebote zum Verbleib im Betrieb zu moti-

Die Berufslehre ist ein historisch gewachsenes Ökosystem, das einen Wettbewerbsvorteil darstellt und schwierig zu kopieren ist.

vieren. Laut dem Bildungsbericht 2023 der Schweizerischen Koordinationsstelle für Bildungsforschung ist etwa ein Drittel der Lehrabgänger ein Jahr nach dem Lehrabschluss noch im gleichen Betrieb.

Die Berufslehre ermöglicht den Einstieg, schafft aber kein Präjudiz für das ganze Berufsleben. Denn Lehrabgänger sind mobil: Gemäss dem erwähnten Bildungsbericht arbeitet fünfthalb Jahre nach dem Lehrabschluss nur noch knapp die Hälfte im ursprünglich erlernten Beruf.

Die Berufslehre ist weiterhin der bedeutendste Bildungsweg nach dem Abschluss der obligatorischen Schule. 2023 hatten im Landesmittel rund 60 Prozent der Personen im Alter von 25 nach den obligatorischen Schulen einen Erstabschluss in der beruflichen Grundbildung. Im Vergleich zu 2015 hat die berufliche Grundbildung indes fünf Prozentpunkte eingebüßt. Marktanteile gewonnen haben dagegen die Fachmittelschulen und die Gymnasien.

Viser l'indépendance en matière d'intelligence artificielle relève du parcours du combattant en Suisse

Une souveraineté hors de portée

SARA IBRAHIM, SWISSINFO

Technologie ► L'intelligence artificielle (IA) est en main d'entreprises chinoises et américaines. Dans une lettre adressée au Conseil fédéral, l'ancien chef de l'armée, Thomas Süssli, s'est alarmé du recours à Microsoft pour des raisons de sécurité. La population helvétique paraît, elle aussi, préoccupée par le fait de confier de vastes volumes de données aux géants de la tech. Le résultat serré lors de la récente votation sur l'e-ID témoigne de l'inquiétude générale au sujet de la protection de la vie privée en matière numérique.

«Les gouvernements ont compris qu'il s'agit d'investir dans l'innovation pour éviter d'être pris en otage par un petit cercle d'intérêts étrangers», indique David Shrier, professeur à l'Imperial College de Londres et expert en souveraineté de l'IA.

«Des investissements bien plus élevés seraient nécessaires pour atteindre la souveraineté»

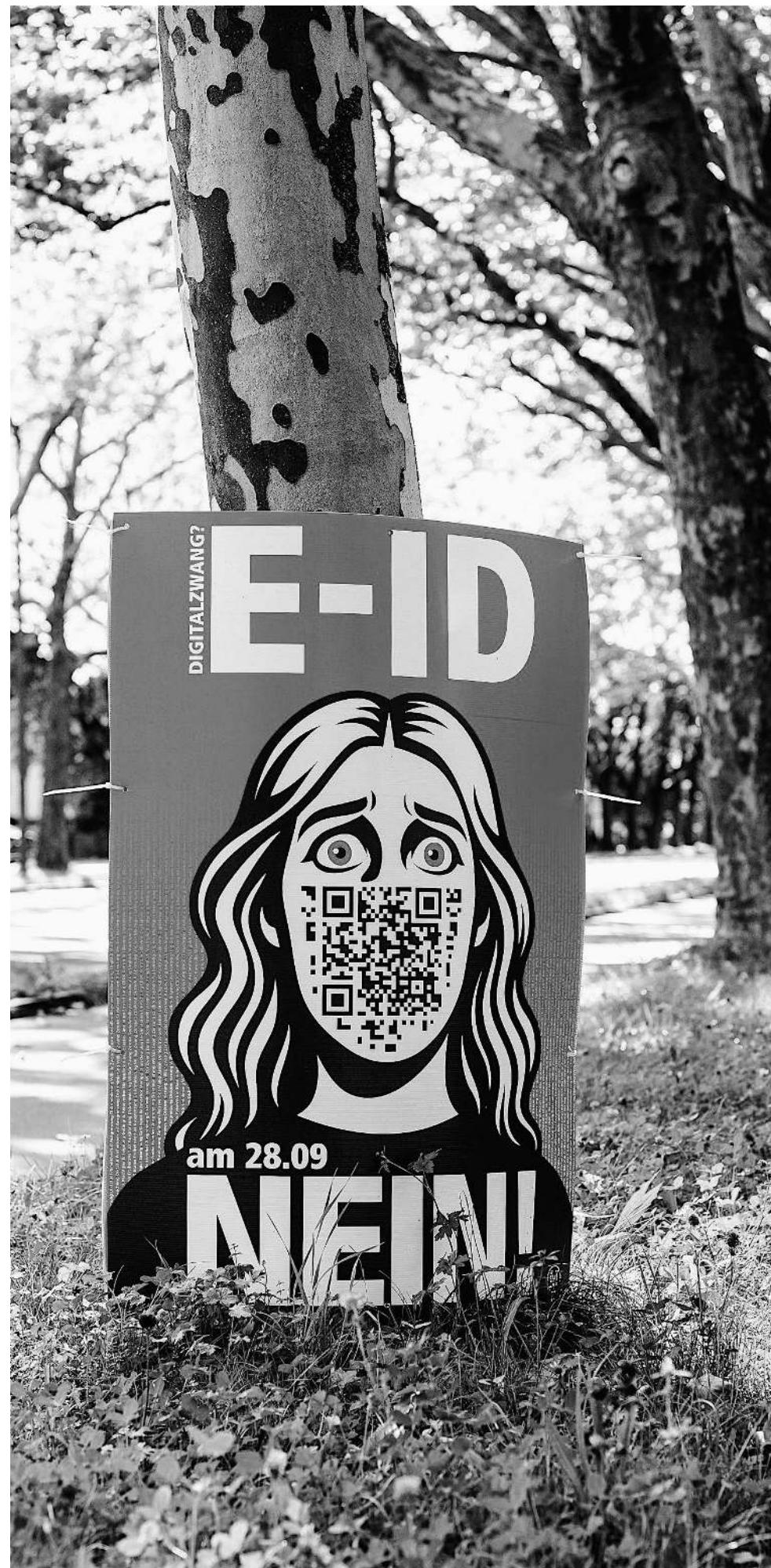
Marcel Salathé

Il faut dire que les Etats-Unis se sont donné les moyens de contrôler l'IA. En janvier, un décret de l'ex-président Biden a restreint la liste des pays autorisés à importer sans restriction les puces d'IA, produites surtout par la firme américaine Nvidia. Les microprocesseurs de la société alimentent 90% des modèles d'IA dans le monde, et parmi eux le suisse Apertus. Dans le même temps, la Chine impose sa surveillance technologique par la censure politique et idéologique des algorithmes.

Dans la tête d'un ingénieur

Tandis que les deux superpuissances bâtonnent leur mainmise, d'autres pays cherchent des alternatives. Singapour a pris de l'avance en la matière. Le pays a alloué 1,6 milliard de dollars de fonds publics à des projets d'IA. Parmi eux, Sea-Lion, qui vise à former de grands modèles de langage dans onze langues régionales minorisées dans les dispositifs américains et chinois. Apertus vise lui aussi l'inclusivité. Entraîné sur plus de mille langues et dialectes, c'est le premier grand modèle de langage du continent entièrement ouvert et public. Tout un chacun peut le télécharger, l'analyser et adapter son code.

David Shrier y voit une possibilité de contrebalancer le «monopole culturel» de robots conversationnels comme ChatGPT. Une étude de Harvard a montré que le modèle d'OpenAI tend à refléter la mentalité des gens riches, éduqués et prodémocratie des nations industrialisées occidentales. Avec pour résultat une machine qui pense comme un ingénieur de la Silicon Valley de



Le résultat serré lors de la récente votation sur l'e-ID témoigne de l'inquiétude générale au sujet de la protection de la vie privée en matière numérique.
KEYSTONE-ARCHIVES

vingt-cinq ans. David Shrier assimile la prééminence de ChatGPT à un «colonialisme numérique».

Comparées à celles de Singapour, les dépenses de la Confédération en matière d'IA souveraine sont limitées: 100 millions de francs pour le supercalculateur Alps et 20 millions d'ici à 2028 pour l'initiative IA suisse qui inclut Apertus. Ces projets requièrent 10 millions de francs supplémentaires par an pour les frais de gestion et d'énergie.

«Des investissements bien plus élevés seraient nécessaires pour atteindre la souveraineté», explique Marcel Salathé, codirecteur de l'AI Center de l'Ecole polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). A la tête de l'AI Center de l'Ecole polytechnique fédérale de Zurich (EPFZ), Alexander Ilic confirme que la Suisse devra accroître ses dépenses pour rester compétitive. «Ces dix prochaines années, nous aurons probablement besoin d'une puissance de calcul vingt à cent fois supérieure à celle dont nous disposons aujourd'hui.» L'Union européenne (UE) et les Etats-Unis ont déjà annoncé des plans à plusieurs milliards de dollars pour monter des centres de calcul plus puissants.

Pour Marcel Salathé, davantage de financement public attirerait un surcroît de fonds privés, comme dans la Silicon Valley durant les années 1950 et 1960. «Au lieu de cela, la Suisse réduit les budgets de recherche et d'innovation», regrette-t-il, en référence aux mesures d'économie de la Confédération.

D'autres dépendances

Autre problème, les machines indispensables aux modèles d'IA requièrent des puces, de l'énergie et des données pas toujours disponibles localement. Une souveraineté véritable impliquerait de contrôler l'ensemble de la chaîne d'approvisionnement. «C'est tout simplement impossible pour un petit pays comme la Suisse», constate Marcel Salathé.

En l'état, le Gouvernement helvétique ne vise pas ce niveau de souveraineté et adopte une position plutôt prudente. Un porte-parole de la Chancellerie fédérale relève que le développement de technologies souveraines exige un financement continu de l'infrastructure et du personnel nécessaire à sa maintenance et sa mise à jour. Les modèles open source comme Apertus n'offrent par ailleurs pas de stabilité supplémentaire puisque reposant sur des logiciels gérés par la communauté mondiale.

La communauté scientifique est tout à fait consciente des limites de la souveraineté technologique et cherche à unir les forces de ses acteurs. A l'Imperial College de Londres, David Shrier et son collègue Aldo Faisal proposent une «fédération d'IA souveraines». Soit un réseau de systèmes d'IA nationaux qui collaborent en partageant données, infrastructures et recherches afin de réduire les coûts et améliorer les performances. «Actuellement, seuls les Etats-Unis et la Chine sont en mesure de créer des systèmes d'IA à partir de zéro. Tous les autres pays doivent faire des compromis, Suisse comprise», conclut Aldo Faisal, professeur en IA et neurosciences. ▀